

# FÉDÉRATION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

CANDIDAT



**Jean-Claude  
GUILLAUMIN**

Cadre bancaire  
Marié, 2 enfants  
Responsable d'Associations

SUPPLÉANTE

**Noëlle HOSSINE**

Mariée, 1 enfant, Attachée commerciale



Fondée en 1976 à l'initiative de Jean CHARBONNEL, ancien ministre du général de Gaulle, la Fédération des Républicains de Progrès a pour vocation de rassembler tous ceux qui entendent s'inspirer de l'action et de la pensée du général de Gaulle pour résoudre les problèmes qui assaillent actuellement notre pays et participer ainsi à une transformation audacieuse et réaliste à la fois de la société française.

La véritable fidélité au gaullisme implique aujourd'hui de rejeter résolument le conservatisme, qu'il présente le visage affadi du giscardisme « avancé » ou celui, plus inquiétant, de l'aventurisme chiraquien, et de faire librement le choix d'une coopération avec la gauche, pour apporter à la majorité de demain une force de proposition, de rigueur et d'équilibre.

Par son programme, la F.R.P. vise dix objectifs essentiels :

- GARANTIR L'INDÉPENDANCE DE LA NATION, dans les domaines militaire et diplomatique mais aussi sur le plan économique et culturel qui touchent directement la vie quotidienne des Français.

- Jeter les bases d'une authentique COOPÉRATION INTERNATIONALE, seule réponse aux bouleversements actuels de l'échiquier mondial.

- La justice SOCIALE qui doit être obtenue par la participation à tous les niveaux, la réforme de l'entreprise, la lutte contre les inégalités, la réforme de la fiscalité, une véritable politique familiale.

- LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE, pour permettre de lutter sérieusement contre le chômage, grâce à une profonde réforme de l'appareil de production inséparable d'un certain nombre de nationalisations, et au renforcement du plan.

- LA RÉFORME DE L'ÉTAT dans le cadre des institutions existantes, par le développement du contrôle parlementaire, un combat résolu contre toutes les formes de technocratie, l'émancipation des collectivités locales.

- L'AFFIRMATION DES LIBERTÉS, dans la vie quotidienne du citoyen en assurant le droit de tous à une information libre en luttant contre tous les monopoles, qu'ils soient d'ordre économique, intellectuel ou éducatif.

- RÉPONDRE aux exigences nouvelles :

- droit à l'emploi,
- défense des consommateurs,
- réduction du temps de travail, accompagnée d'une mise en place des moyens indispensables à une véritable politique des loisirs.

- RESPECT DES DROITS DE LA FEMME dans la société moderne.

- DÉVELOPPEMENT de la présence des personnes âgées dans la vie sociale et culturelle de la nation.

- POUR L'INSERTION et une PLEINE PARTICIPATION des jeunes à la vie de la nation.



## ÉCONOMIE

- Le travail des jeunes c'est la retraite des vieux, la sécurité pour tous, l'avenir de la France assuré.
- Une éducation qui incite les jeunes à utiliser sainement leurs facultés manuelles, physiques et intellectuelles, pour leur intégration personnelle dans une société accueillante.
- Priorité absolue aux énergies nouvelles.
- Contrôle des ressources rares et épuisables.
- Non au pillage organisé : indexation du taux d'intérêt de la Caisse d'épargne sur l'évolution du coût de la vie.

## SOCIAL

- Les artisans et les commerçants doivent avoir le statut et la sécurité familiale d'un cadre.
- Allocations vieillesse portées à 80 % du S.M.I.C. au lieu de 49 % actuellement.
- Allocations familiales et de logement progressives et équitables pour l'éducation de chaque enfant désiré.
- Une Sécurité sociale entièrement payée comme en Alsace-Lorraine.
- Le développement du tiers payant et des pharmacies mutualistes.

## CADRE DE VIE

- Développer et aider les universités et les clubs du 3<sup>e</sup> âge.
- Protection de la mer et du littoral contre la pollution.
- Priorité aux transports en commun.
- Non aux autoroutes urbaines.
- La liberté d'information et de choix pour les consommateurs et usagers.
- Accession et sauvegarde de la propriété individuelle avec réduction des droits de mutation.

## COLLECTIVITÉ ET FRATERNITÉ

- Des moyens financiers et matériels, sous forme de locaux et de subventions, pour la formation des responsables actifs, des associations représentatives.
- Restitution au profit des communautés régionales et locales *des pouvoirs accaparés par l'État parisien*.
- Un Sénat économique et social qui représente vraiment les forces vives de la nation, tels les syndicats et associations du cadre de vie.
- Rapports préférentiels de la France avec les pays déshérités du tiers-Monde qui luttent pour leur indépendance économique, politique et culturelle.

**VOTEZ Jean-Claude GUILLAUMIN**

CANDIDAT DE LA

**Fédération des Républicains de Progrès**

**23, rue Lazare-Carnot, 92700 Colombes**

SUPPLÉANTE **Noëlle HOSSINE**